

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FCI (Besançon)

2, rue Lafayette
BP 2009
25000 BESANCON

Références : UID257090/SPR/GV/BM 2022 - 0923F
Code AIOT : 0005900124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement FCI (Besançon) implanté 2, rue Lafayette BP 2009 25000 BESANCON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil crise le 9 août 2022.

En effet, la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre l'arrêté préfectoral n°25-2022-08-09-00001 du 9 août 2022 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau crise, sur l'ensemble du département du Doubs appartenant à la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FCI (Besançon)
- 2, rue Lafayette BP 2009 25000 BESANCON
- Code AIOT : 0005900124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société FCI réalise des activités de conception et fabrication des connecteurs et des systèmes d'interconnexion dans les domaines de l'automobile, l'électronique industrielle et grand public, et la micro-connectique.

Les connecteurs sont entièrement conçus et fabriqués sur le site de Besançon. Pour cela, l'activité est composée des quatre principales étapes : Découpage / Galvanoplastie / Moulage / Assemblage.

Concernant la situation administrative:

- l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 21 juillet 1986 est toujours en vigueur et est considéré depuis le 1er mars 2017, conformément à l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, comme une autorisation environnementale relevant du chapitre unique du titre VIII du livre 1er de ce code, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code que le projet ainsi autorisé a le cas échéant nécessités ; les dispositions de ce chapitre lui sont dès lors applicables, notamment lorsque ces autorisations sont contrôlées, modifiées, abrogées, retirées, renouvelées, transférées, contestées ou lorsque le projet autorisé est définitivement arrêté et nécessite une remise en état,

- même si, au regard des éléments dont l'inspection dispose (demande de bénéfice des droits acquis du 1er juin 2016 et classement indiqué dans le rapport d'inspection du 13 janvier 2021), les installations ayant le régime ICPE le plus élevé sur le site sont, du fait de leur fonctionnement au bénéfice des droits acquis conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement (CE), les installations de traitement de surface relevant du régime de l'ENREGISTREMENT sous les sous-rubriques 2565-1 et 2565-2, la procédure d'autorisation est toujours applicable.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2	/	Sans objet
2	Dérogation - exemption	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection aucune non-conformité n'a été relevée.

Au regard du plan pluriannuel d'actions mis en place par l'exploitant pour réduire ses consommations d'eau, il est considéré qu'il est exempté des mesures spécifiques de restrictions d'eau imposées pour les niveaux "alerte", "alerte renforcée" et "crise" définis par l'arrêté cadre départemental du 28 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera à minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation. Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État.
Constats : Suite à l'arrêté préfectoral n° 25-2022-08-09-00001 du 9 août 2022, les usages de l'eau sont limités au niveau de seuil de crise, à partir du 10 août 2022 sur l'ensemble du département du Doubs appartenant à la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon. L'annexe 2 de cet arrêté préfectoral du 9 août 2022 rappelle (sous forme d'extraction du tableau de l'annexe 3 de l'arrêté cadre départemental N ° 25 2022 04 28 00001 du 28 avril 2022) les mesures de restrictions des usages de l'eau au NIVEAU CRISE pour les différents types d'usage. Consommant environ 15000 m3/an d'eau dans le réseau AEP, la société FCI est concernée pour l'usage « Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7 000 m3/an. » et les mesures de restriction des usages de l'eau qui lui sont prescrites sont donc, s'elle n'est pas concernée par une des situations dérogatoires prévues (Cf. point de contrôle n° 2) : <ul style="list-style-type: none">• Réduction des prélèvements et/ou des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.(Cf point de contrôle n° 3)• Registre quotidien pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à 100 m3/jour mis à disposition des services de contrôle. (Cf point de contrôle n° 4) Considérant qu'il est dans l'incapacité de réduire de 20 % sa consommation par rapport à sa moyenne hebdomadaire, l'exploitant a déposé par courrier du 24 août 2022 une demande de dérogation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation - exemption

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p>
<p>Constats : La société FCI ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. De plus, FCI prélève uniquement dans le réseau AEP de l'eau, dont l'usage est à 90 % lié à l'activité de traitement de surface, non rendu strictement nécessaire par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique (l'atelier de galvanoplastie génère 90 % de la consommation de l'entreprise, les 10 % restant étant lié aux usages sanitaires et pour le restaurant collectif).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique les moyens mis en place pour permettre la baisse de 38 % de la consommation spécifique entre 2019 et 2022. Il précise que ces moyens sont inscrits dans un plan d'actions dont les échéances prévues s'étalent sur plusieurs années. Ces éléments ont été transmis par écrit à l'inspection par courriel du 5 septembre 2022 et précisent le montant des investissements réalisés ainsi que les gains en économie d'eau estimée sur la base d'une production constante. En plus d'une meilleure surveillance des fuites par la sensibilisation du personnel (et leur réparation immédiate) déclenchée dès le niveau 1 du plan sécheresse, les 5 grands axes d'économie développés dans le plan d'actions sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la remise en état des lignes de traitement, (action finalisée). 2. la diminution du temps d'arrivée d'eau chaude (action finalisée sur toutes les lignes concernées). 3. la réduction de la pression des jets de nettoyage des lignes de traitement de surface (réalisée le 8 août 2022). 4. la séparation des conduites d'alimentation en eau déminéralisée des sprays des lignes de traitement de surface et asservissement de l'alimentation en eau des sprays au défilement de la bande (action démarrée en 2020 et dont la dernière tranche est programmée au prochain arrêt des installations prévu fin décembre 2022). 5. la mise en place au niveau des baignoires (de traitement et de rinçage) de buses de soufflage plus performantes pour limiter les entraînements de liquides (action démarrée en janvier 2022, d'ores et déjà réalisée au niveau de 8 lignes et programmée avant la fin du mois de septembre 2022 pour les 4 lignes restantes). <p>Les actions d'ores et déjà réalisées auraient permis, à production égale, de diminuer d'environ 4500 m³ les prélèvements d'eau entre 2019 et 2022. Il s'avère que cette diminution est moindre car FCI, qui fabrique des connecteurs, produit en 2022 davantage que les années précédentes.</p> <p>En parallèle du plan d'actions susmentionné, l'exploitant étudie la possibilité de mettre en place sur son site un fonctionnement de ces lignes de traitement de surface en circuit fermé et utilisant une station « zéro rejets liquides ». Il indique qu'il a cette volonté depuis 2020, mais que suite notamment à la crise sanitaire liée au COVID 19, les études nécessaires ont été reportées. Il précise qu'une telle modification pourrait permettre de diminuer encore les prélèvements d'eau de près de 70 % et compte tenu non seulement des études et travaux à réaliser, mais aussi de leurs coûts (1 million d'Euros), elle ne peut s'envisager qu'à moyens termes (deux à cinq ans).</p> <p>Au regard de l'ensemble de ces éléments, il peut être considéré que la société FCI, qui s'est inscrite depuis 2019 dans une démarche de réduction de ses prélèvements d'eau, ne peut continuer de réduire ses prélèvements en dehors des actions possibles pour son activité d'ores et déjà</p>

programmées. Ces dernières actions ne pouvant être anticipées sans arrêter la production, il est considéré que le procédé fonctionne actuellement au minimum de ses besoins en eaux et de ce fait la société FCI est exemptée des mesures de restrictions imposées par l'AP cadre départemental de gestion de la ressource en eau pour les niveaux « Alerte », « Alerte renforcée » et « Crise ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire ; - priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements. <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Constats : Les éléments mentionnés par l'exploitant dans sa demande de dérogation mettent en évidence que suite à l'épisode de sécheresse de 2018, il a mis en place au niveau de l'atelier de traitement de surface des modifications pérennes qui lui ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réduire sa consommation spécifique de 38 % par rapport à 2019 (passage, par mètre carré de surface traité de 4,4 l en 2019 à 2,74 l en 2022, étant rappelé que le seuil national est de 8 l/m²), • d'améliorer ses rejets en garantissant depuis novembre 2021 leur qualité par la mise en place d'analyseurs automatiques en Cyanures et Nickel (arrêt du rejet d'effluent dès dépassement d'un des seuils fixés par l'arrêté préfectoral pour ces paramètres, étant précisé que l'autosurveillance avait mis en évidence que ces seuils étaient parfois dépassés). <p>Malgré les actions réalisées depuis le début de l'année 2022 (Cf. point de contrôle précédent), l'exploitant ne peut diminuer de 20 % à partir du mois d'août 2022, ses moyennes mensuelles (août, septembre...) par rapport aux moyennes mensuelles des prélèvements hebdomadaires relevés en 2021 en particulier car les commandes sont plus nombreuses cette année (contexte mondial de manque de connecteurs).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a, suite à l'arrêté "crise", reporté une opération de prélèvement exceptionnel qu'il avait initialement programmée en août : cette opération concerne le remplissage des systèmes d'échangeur pour le chauffage des bâtiments du site. L'exploitant précise que cette opération sera effectuée dans le courant du mois de septembre car elle ne peut être reportée davantage (cela engendrerait de la perte de fonctionnalité des joints et augmenterait le risque de fuite).</p> <p>Toutefois, comme mentionné au point de contrôle n° 2, FCI est exempté des mesures de restrictions imposées par l'AP cadre départemental de gestion de la ressource en eau pour les niveaux « Alerte », « Alerte renforcée » et « Crise »</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieur à 100 m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 1986 ne fixe pas de quantité maximale de prélèvement. FCI prélève actuellement moins de 100 m ³ /jour : en effet depuis le début de l'année la consommation d'eau du site n'a jamais dépassé 60 m ³ /j. En moyenne en galvanoplastie, la consommation est de 43 m ³ /j. FCI n'a donc pas l'obligation de tenir à jour un registre journalier en cas d'« alerte renforcée » et de « crise ». FCI tient à jour et à la disposition de l'inspection un registre hebdomadaire de ses prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet